

§ 4. Vanaf 1 januari 2015 en voor de vijf volgende jaren worden de toelagen i.v.m. de personeelsuitgaven bedoeld in artikel 218/6, § 1, 1° en 3°, berekend volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

§ 5. De toelage bedoeld in artikel 218/6, § 1, 2°, wordt aan het centrum voor gezinsplanning verleend vanaf 1 januari 2015. ».

**Art. 3.** De inwerkingtreding van dit decreet is vastgelegd op 1 januari 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Waals Parlement, 916 (2013-2014). Nrs 1, 1bis tot 4.*

*Volledig verslag, plenaire vergadering van 22 januari 2014.*

Bespreking.

Stemming.

—————  
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200877]

**23 JANVIER 2014. — Décret modifiant le décret du 6 mars 2009 modifiant le Chapitre II, du Titre III, du Livre II, de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il est inséré après le « Chapitre II. — Funérailles et sépultures » et avant la « Section première. — Définitions » un article L1232-0 rédigé comme suit :

« Le présent chapitre ne s'applique pas à la région de langue allemande ».

**Art. 2.** A l'article L1232-1, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacé par le décret du 6 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 7°, les mots « où repose » sont remplacés par les mots « qui a vocation à accueillir »;

2° au 9°, le mot « héritiers » est remplacé par les mots « ayants droit »;

3° au 10°, les mots « héritiers ou » sont supprimés;

4° le 15° est remplacé par ce qui suit :

« 15° thanatopraxie : soins d'hygiène et de présentation pratiqués sur un défunt peu de temps après son décès, en vue, soit de donner au corps et au visage un aspect plus naturel dans l'attente de la mise en bière, soit de répondre à des besoins sanitaires, à des besoins de transports internationaux ou à des besoins d'identification de la dépouille, soit de permettre le déroulement d'activités d'enseignement et de recherche, »;

5° il est créé un 19° libellé ainsi que suit :

« 19° ayant droit : le conjoint ou le cohabitant légal ou, à défaut, les parents ou alliés au 1<sup>er</sup> degré ou, à défaut, les parents ou alliés au 2<sup>e</sup> degré ou, à défaut, les parents jusqu'au 5<sup>e</sup> degré. ».

**Art. 3.** A l'article L1232-2, § 3, du même Code, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, la commune et le gestionnaire d'un établissement crématoire dont les cimetières sont contigus peuvent conclure une convention aménageant l'utilisation conjointe de la parcelle d'inhumation des urnes, la parcelle de dispersion et du columbarium. ».

**Art. 4.** L'article L1232-3 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1232-3. § 1<sup>er</sup>. La décision du conseil communal ou de l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale de créer ou étendre un cimetière traditionnel ou cinéraire est soumise à l'approbation du gouverneur de la province. La décision est accompagnée d'un dossier qui comprend un plan de situation, un plan d'aménagement interne ainsi qu'un projet de règlement.

Dans le cas où la création ou l'extension est accompagnée d'une réaffectation de l'ancien cimetière, le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou l'organe compétent de l'intercommunale fournit également un plan de réaffectation de celui-ci.

La décision du gouverneur de province s'appuie sur les avis des organes que le Gouvernement wallon désigne. Parmi les organes désignés, le Gouvernement wallon indique ceux dont l'avis requis est conforme.

Les alinéas 1<sup>er</sup> à 3 sont applicables à la procédure de création d'un établissement crématoire.

§ 2. Le Gouvernement fixe les critères de création et d'exploitation des établissements crématoires et les critères de création, d'extension et d'aménagement des cimetières traditionnels ou cinéraires. Il organise le contrôle du respect de ces critères. ».

**Art. 5.** L'article L1232-6 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1232-6. § 1<sup>er</sup>. Lorsque de nouveaux emplacements destinés aux inhumations ou aux dispersions ont été aménagés, le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale fixe la date à partir de laquelle cesseront les inhumations et dispersions dans les anciens cimetières ou parties de cimetière.

Les anciens cimetières ou parties de cimetière restent dans l'état où ils se trouvent sans qu'il puisse en être fait un usage quelconque pendant cinq ans au moins.

La décision de cessation des inhumations et dispersions est affichée à l'entrée du cimetière et, le cas échéant, à proximité de la partie jusque sa fermeture définitive.

§ 2. A l'expiration du délai fixé au paragraphe 1<sup>er</sup>, le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale prend une délibération décidant la réaffectation des terrains des anciens cimetières ou parties de cimetière. Cette délibération est soumise aux dispositions de l'article L1232-3.

§ 3. A défaut de décision fixant une date de cessation des inhumations, le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale peut également décider la réaffectation d'un ancien cimetière ou parties de cimetière s'il s'est écoulé cinq ans au moins depuis la dernière inhumation dans ceux-ci, l'inscription au registre du cimetière faisant foi.

Dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la délibération du conseil communal ou la décision de l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale ordonnant la réaffectation du cimetière ou des parties de cimetière ne peut sortir ses effets qu'un an après qu'elle a été prise et pour autant qu'une copie de la délibération ou de la décision a été affichée pendant un an à l'entrée du cimetière et à proximité de la partie.

Les dispositions du paragraphe 2 sont également d'application. ».

**Art. 6.** A l'article L1232-7 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> une ancienne sépulture à laquelle il a été mis fin conformément aux articles L1232-8 ou L1232-12 et qui, au terme du délai d'affichage, a fait l'objet d'un assainissement par le gestionnaire communal; »;

2<sup>o</sup> l'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante :

« Les ayants droit des défunts reposant dans la sépulture concédée en caveau peuvent faire rassembler dans un même cercueil au sein de ladite sépulture les restes de plusieurs corps inhumés depuis plus de trente ans. Ils peuvent également faire rassembler les cendres inhumées depuis plus de dix ans. Dans ces deux cas, l'autorisation du bourgmestre est requise et transcrite au registre des cimetières »;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 7, le mot « et » est inséré entre les mots « son cohabitant légal, » et les mots « ses parents »; les mots « jusqu'au 4<sup>e</sup> degré » sont supprimés.

**Art. 7.** A l'article L1232-8 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « héritiers ou » sont supprimés;

2<sup>o</sup> au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « et qu'à l'expiration du délai fixé, la sépulture n'a pas été remise en état » sont insérés après les mots « au moment de la demande de renouvellement »;

3<sup>o</sup> au paragraphe 4, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

« Sur demande introduite par toute personne intéressée avant l'expiration de la période fixée, la concession est renouvelée à partir de chaque nouvelle inhumation dans la concession. ».

**Art. 8.** L'article L1232-10 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1232-10. Les concessions à perpétuité accordées avant l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures arrivent à échéance et reviennent au gestionnaire public qui peut à nouveau en disposer, après qu'un acte du bourgmestre ou de son délégué ou de l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale ait été affiché pendant un an au moins sur le lieu de la sépulture et à l'entrée du cimetière, et sans préjudice d'une demande de renouvellement qui doit lui être adressée avant le terme de l'affichage. Une copie de l'acte est envoyée au titulaire de la concession ou, s'il est décédé, à ses ayants droit.

Les renouvellements s'opèrent gratuitement. ».

**Art. 9.** A l'article L1232-11 du même Code, les mots « à l'alinéa 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ou au paragraphe 3, alinéa 2 ».

**Art. 10.** A l'article L1232-13 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 2, le mot « embaumement » est remplacé par les mots « traitement de thanatopraxie »;

2<sup>o</sup> l'alinéa 3 est supprimé.

**Art. 11.** Au paragraphe 2 de l'article L1232-17 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

« L'acte de dernières volontés peut mentionner si au terme de la concession, les cendres contenues dans l'urne, placée en columbarium ou inhumée, sont dispersées sur la parcelle de dispersion, en lieu et place d'un transfert vers l'ossuaire. »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 4, les mots « , de la destination des cendres au terme de la concession » sont insérés entre les mots « cendres après la crémation » et les mots « et du rite confessionnel ».

**Art. 12.** A l'article L1232-17bis du même Code, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque le décès a lieu dans une commune de la région de langue française, une autorisation gratuite pour l'inhumation de la dépouille est accordée par l'officier de l'état civil de la commune où le décès a été constaté. L'officier de l'état civil peut donner à un ou plusieurs agents de l'administration communale une autorisation spéciale écrite aux fins d'autoriser l'inhumation.

Lorsque le décès a eu lieu à l'étranger, le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel est située soit la sépulture, soit la résidence principale du défunt déclare s'il s'oppose ou non à l'inhumation de la dépouille. ».

**Art. 13.** A l'article L1232-21 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « , à l'issue de la période de cinq ans précitée, » sont insérés entre les mots « ait été affichée, » et les mots « pendant un an »;

2° un alinéa, libellé comme suit, est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Si des parcelles de terrains non concédés sont utilisées pour de nouvelles inhumations et qu'il s'est écoulé cinq ans au moins depuis la dernière inhumation dans celles-ci, un avis est affiché pendant un an aux accès de ces parcelles et à l'entrée du cimetière. Il informe du délai pendant lequel les signes indicatifs de sépulture peuvent être enlevés; à l'expiration de ce délai ou de la prorogation décidée par le collège communal, l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale, le gestionnaire public devient propriétaire des matériaux. ».

**Art. 14.** A l'article L1232-22 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« La crémation est subordonnée à une autorisation délivrée par l'officier de l'état civil qui a constaté le décès si la personne est décédée dans une commune de la région de langue française.

L'officier de l'état civil peut donner à un ou plusieurs agents de l'administration communale une autorisation spéciale écrite aux fins d'autoriser la crémation. Si la personne est décédée à l'étranger, le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel est situé soit l'établissement crématoire soit la résidence principale du défunt déclare s'il s'oppose ou non à l'incinération de la dépouille. »;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « d'autorisation », situés entre les mots « la demande » et les mots « de crémation » sont supprimés;

3° au paragraphe 2, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Le procureur du Roi qui a reçu la demande de crémation déclare s'il s'oppose ou non à l'incinération de la dépouille. ».

**Art. 15.** L'article L1232-28 du même Code, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1232-28. Lorsqu'il est mis fin à une concession de sépulture ou lorsque la demande de transfert prévue à l'article L1232-11 n'a pas été introduite, les signes indicatifs de sépulture non enlevés à l'échéance du délai fixé par le gestionnaire public ainsi que les constructions souterraines qui subsisteraient deviennent propriété du gestionnaire public.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est éventuellement prorogé par le collège communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale.

Pour les sépultures antérieures à 1945, une autorisation est demandée, au préalable à la Direction qui, au sein de la Région wallonne, a le patrimoine funéraire dans ses attributions.

Le collège communal règle seul la destination des matériaux attribués à la commune. ».

**Art. 16.** A l'article L1232-29 du même Code, le mot « héritiers » est remplacé par les mots « ayants droit ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement wallon, 909 (2013-2014). N<sup>os</sup> 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance plénière du 22 janvier 2014.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200877]

**23 JANUARI 2014. — Decreet tot wijziging van het decreet van 6 maart 2009 tot wijziging van Hoofdstuk II, van Titel III, van Boek II, van Deel I, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de begraafplaatsen en de lijkbezorging**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, na "Hoofdstuk II - Begraafplaatsen en lijkbezorging" en vóór "Afdeling I - Begripsomschrijvingen", wordt een artikel L1232-0 ingevoegd, luidend als volgt :

"Dit hoofdstuk is niet van toepassing in het Duitstalige taalgebied".

**Art. 2.** In artikel L1232-1, eerste lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, vervangen bij het decreet van 6 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 7°, worden de woorden "waar het stoffelijk overschot ligt" vervangen door de woorden "bestemd om het stoffelijk overschot op te vangen";

2° in 9°, wordt het woord "erfgenamen" vervangen door het woord "rechthebbenden";

3° in 10° vervallen de woorden "erfgenamen of";

4° 15° wordt vervangen als volgt :

"15° thanatopraxie : hygiënische zorgen en opmaak van een overledene kort na zijn overlijden, hetzij om diens lichaam en gezicht een natuurlijker uitzicht te geven in afwachting van de kisting, hetzij om aan sanitaire behoeften te voldoen, aan behoeften in verband met internationaal vervoer of in verband met de identificatie van het stoffelijke overschot, hetzij het verloop van onderwijs- en onderzoeksactiviteiten mogelijk te maken,";

5° er wordt een 19° toegevoegd, luidend als volgt :

« 19° rechthebbende : de echtgenoot of de wettelijke samenwonende of, in voorkomend geval, de bloed- of aanverwanten in de eerste graad of, in voorkomend geval, de bloed- of aanverwanten in de tweede graad of, in voorkomend geval, de bloed- of aanverwanten tot de vijfde graad.".

**Art. 3.** In artikel L1232-2, § 3, van hetzelfde Wetboek, wordt een lid ingevoegd tussen het tweede lid en het derde lid, luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste en van het tweede lid, kunnen de gemeente en de beheerder van een crematorium met aangrenzende begraafplaatsen, een overeenkomst sluiten betreffende het gezamenlijk gebruik van het urnenveld, de strooiweide en het columbarium.".

**Art. 4.** Artikel L1232-3 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Article L1232-3. § 1. De beslissing van de gemeenteraad of van het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale betreffende de oprichting of de uitbreiding van een traditionele begraafplaats of een asbegraving, wordt onderworpen aan de goedkeuring van de provinciegouverneur. De beslissing gaat gepaard met een dossier dat een liggingplan, een intern plan van aanleg alsmede een ontwerp van reglement omvat.

Als de oprichting of de uitbreiding van een traditionele begraafplaats gepaard gaat met een herbestemming van de oude begraafplaats, bezorgt de gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of het bevoegde orgaan van de intercommunale ook een herbestemmingsplan ervan.

De beslissing van de provinciegouverneur wordt gegrond op de adviezen van de organen die de Waalse Regering aanwijst. Onder de aangewezen organen wijst de Waalse Regering degene aan waarvan het vereiste advies eensluidend moet zijn.

Het eerste tot het derde lid zijn van toepassing op de procedure voor de oprichting van een crematorium.

§ 2. De Regering stelt de criteria vast voor de oprichting en de exploitatie van de crematoria en de criteria voor de oprichting, de uitbreiding en de aanleg van de traditionele begraafplaatsen of in de asbegravingen. Ze organiseert de controle op de naleving van deze criteria.".

**Art. 5.** Artikel L1232-6 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L1232-6. § 1. Wanneer nieuwe voor begravingen of verstrooiing bestemde ruimten aangelegd zijn, bepaalt de gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonoom gemeentebedrijf of van de intercommunale de datum vanaf welke de begravingen en verstrooiingen in de oude begraafplaatsen of gedeelten van begraafplaatsen stopgezet zullen worden.

Deze worden in de staat gelaten waarin zij zich bevinden; gedurende ten minste vijf jaar mag er generlei gebruik van worden gemaakt.

De beslissing tot staking van begravingen en verstrooiingen wordt bij de ingang van de begraafplaats en, in voorkomend geval, in de nabijheid van het betrokken gedeelte, tot zijn uiteindelijke sluiting aangeplakt.

§ 2. Bij het verstrijken van de in § 1 bepaalde termijn, beslist de gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale een herbestemming te geven aan de gronden van de oude begraafplaatsen of gedeelten van begraafplaatsen. Dat besluit wordt onderworpen aan de bepalingen van artikel L1232-3.

§ 3. Wanneer er geen beslissing is die bepaalt vanaf welke datum niet langer meer begraven wordt, kan de gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonoom gemeentebedrijf of van de intercommunale eveneens beslissen een herbestemming te geven aan een oude begraafplaats of gedeelten van een begraafplaats als er ten minste vijf jaar zijn verlopen na de laatste begraving op deze begraafplaats, waarbij de inschrijving in het begraafplaatsregister als bewijs geldt.

In het geval bedoeld in het eerste lid kan het besluit van de gemeenteraad of de beslissing van het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale om een herbestemming te geven aan de begraafplaats of aan de gedeelten van de begraafplaats, pas in werking treden een jaar nadat het besluit of de beslissing is genomen en voor zover een afschrift ervan gedurende een jaar bij de ingang van de begraafplaats en bij het gedeelte ervan is aangeplakt.

De bepalingen van paragraaf 2 zijn eveneens van toepassing."

**Art. 6.** In artikel L1232-7 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het punt 3° vervangen als volgt :

“3° een oud graf waaraan een einde wordt gemaakt overeenkomstig de artikelen L1232-8 of L1232-12 en dat, na afloop van de aanplaktermijn, het voorwerp heeft uitgemaakt van een sanering van de gemeentelijke beheerder;”;

2° het zesde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

“De rechthebbenden van de overledenen die in het geconcedeerde graf rusten, kunnen het stoffelijk overschot van verschillende lijken die sinds meer dan dertig jaar begraven zijn, in éénzelfde doodskest laten verzamelen. Ze kunnen ook as die sinds meer dan tien jaar begraven is, laten verzamelen. In beide gevallen wordt de toestemming van de Burgemeester vereist en wordt ze in het register van de begraafplaatsen overgeschreven”;

3° in het zevende lid, wordt het woord “en” ingevoegd tussen de woorden “zijn wettelijke samenwonende,” en de woorden “zijn bloed- of aanverwanten”; de woorden “tot de vierde graad” vervallen.

**Art. 7.** In artikel L1232-8 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid van paragraaf 2, vervallen de woorden “erfgenamen of”;

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “en als het graf, bij het verstrijken van de in § 1 bepaalde termijn, niet hersteld is” toegevoegd na de woorden “op het moment van de hernieuwingsaanvraag”;

3° in paragraaf 4, wordt de eerste zin vervangen door wat volgt :

“Op aanvraag van enige belanghebbende die erom verzoekt vóór de vastgestelde tijd verstreken is, wordt de concessie hernieuwd vanaf elke nieuwe begraafing in de concessie.”.

**Art. 8.** Artikel L1232-10 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. L1232-10. De altijdduurende concessies die vóór de inwerkingtreding van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging verleend worden, vervallen en komen aan de openbare beheerder toe, die daarover opnieuw kan beschikken, nadat een akte van de burgemeester of diens gemachtigde, of van het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale, minstens een jaar lang bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats wordt uitgehangen, en onverminderd een hernieuwingsaanvraag die hem moet worden gericht vóór het einde van de aanplakking. Een afschrift van de akte wordt toegezonden aan de titularis van de concessie of, als hij overleden is, aan zijn rechthebbenden.

De hernieuwingen geschieden kosteloos.”.

**Art. 9.** In artikel L1232-11, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “in het eerste lid” vervangen door de woorden “in paragraaf 1, eerste lid, of in paragraaf 3, tweede lid”.

**Art. 10.** In artikel L1232-13 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, wordt het woord “balseming” vervangen door het woord “thanatopraxie”;

2° het derde lid vervalt.

**Art. 11.** In paragraaf 2 van artikel L1232-17 van hetzelfde Wetboek, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

“In de akte van de laatste wilsbeschikking kan worden vermeld of, na afloop van de concessie, de as in de urn, die in een columbarium geplaatst is of die begraven is, in het daartoe bestemde perceel wordt verstrooid, in plaats van een overbrenging naar het doodsbeenderhuisje.”;

2° in het vierde lid, worden de woorden “, van de bestemming van de as na afloop van de concessie” ingevoegd tussen de woorden “as na de crematie” en de woorden “en van het confessionele”.

**Art. 12.** In artikel L1232-17bis van hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

“Wanneer het overlijden in een gemeente van het Franse taalgebied plaatsvindt, wordt een kosteloze vergunning voor de begraafing van het stoffelijk overschot verleend door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar het overlijden vastgesteld is. De ambtenaar van de burgerlijke stand kan een specifieke schriftelijke vergunning verlenen aan een of verschillende beambten van het gemeentebestuur om de begraafing toe te laten.

Wanneer het overlijden in het buitenland plaatsvindt, verklaart de procureur des Konings van het arrondissement waar, hetzij het graf, hetzij de hoofdverblijfplaats van de overledene zich bevindt, of hij zich tegen de begraafing van het stoffelijk overschot verzet of niet.”.

**Art. 13.** In artikel L1232-21 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden “, aan het einde van voornoemde periode van vijf jaar” ingevoegd vóór de woorden “gedurende één jaar bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt is.”;

2° een nieuw lid, luidend als volgt, wordt ingevoegd tussen het tweede en het derde lid :

“Bij gebruik van niet-geconcedeerde grondpercelen voor nieuwe begravingen en als er ten minste vijf jaar zijn verlopen na de laatste begraafing op deze begraafplaats, wordt dan gedurende een jaar een bericht aangeplakt aan de toegangen tot die gronden en aan de ingang van de begraafplaats. Dit bericht geeft kennis aan de belanghebbenden van de termijn gedurende welke zij de graftekens mogen wegnemen; bij het verstrijken van die termijn of van de verlenging besloten door het gemeentecollege, het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale, worden de materialen eigendom van de openbare beheerder.”.

**Art. 14.** In artikel L1232-22 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“Voor crematie is een verlof vereist, dat wordt verleend door de ambtenaar van de burgerlijke stand die het overlijden heeft vastgesteld, indien dat overlijden in een gemeente van het Franse taalgebied heeft plaatsgehad.

De ambtenaar van de burgerlijke stand kan een specifieke schriftelijke vergunning verlenen aan een of verschillende beambten van het gemeentebestuur om de begraafing toe te laten. Wanneer het overlijden in het buitenland plaatsvindt, verklaart de procureur des Konings van het arrondissement waar, hetzij het crematorium, hetzij de hoofdverblijfplaats van de overledene zich bevindt, of hij tegen de verbranding van het stoffelijk overschot zich verzet of niet.”;

2° in paragraaf 2, tweede lid, vervallen de woorden “om verlof” die zich bevinden tussen de woorden “gemotiveerde aanvraag” en de woorden “tot crematie”;

3° in paragraaf 2, wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

“De procureur des Konings die de aanvraag tot crematie heeft ontvangen, verklaart of hij tegen de verbranding van het stoffelijk overschot zich verzet of niet.”.

**Art. 15.** Artikel L1232-28 van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

“Art. L1232-28. Wanneer aan een grafconcessie een einde wordt gemaakt of geen aanvraag om overbrenging als bedoeld in artikel L1232-11 is ingediend, worden de op de vervaldatum van de door de openbare beheerder bepaalde termijn niet weggenomen graftekens en de eventueel nog bestaande ondergrondse bouwwerken, eigendom van de openbare beheerder.

De termijn bepaald in het eerste lid wordt eventueel verlengd door het gemeentecollege of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale.

Voor de graven die vóór 1945 bestonden, wordt eerst een toestemming aangevraagd aan de Directie die binnen het Waalse Gewest bevoegd is voor het funerair erfgoed.

Alleen het gemeentecollege regelt de bestemming van het aan de gemeente toevallend materiaal.”.

**Art. 16.** In artikel L1232-29 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord “erfgenamen” vervangen door het woord “rechthebbenden”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 909 (2013-2014). Nrs. 1 tot 8.

*Volledig verslag*, plenaire zitting van 22 januari 2014.

Bespreking.

Stemming.

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200977]

### 23 JANVIER 2014. — Décret relatif à la reconnaissance d'un réseau de lutte contre la pauvreté en Wallonie (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> pauvreté : la situation d'un individu qui ne dispose pas des ressources réputées suffisantes pour vivre dignement dans une société et son contexte, notamment l'insuffisance de ressources matérielles et naturelles affectant la nourriture, l'accès à l'eau potable, les vêtements, le logement, les conditions de vie en général, mais également l'insuffisance de ressources intangibles et relationnelles telles que l'accès à l'éducation, l'exercice d'une activité valorisante, le respect reçu des autres citoyens, le développement personnel;

2<sup>o</sup> appauvrissement : l'appauvrissement constitue un processus de dégradation des conditions de vie, telles que notamment le travail, les revenus, la santé, la déprivation matérielle contrainte, des personnes pouvant conduire celles-ci au basculement progressif dans la pauvreté.

Plus globalement, l'appauvrissement repose sur une privation plus ou moins importante de l'accès aux richesses matérielles, telles que les revenus, le logement, les énergies; aux richesses immatérielles telles que l'enseignement, la culture; aux richesses naturelles telles que les espaces extérieurs, les lieux plus ou moins confinés, les pollutions et aux richesses relationnelles telles que les liens sociaux, les diversités des relations;

3<sup>o</sup> réseau : un ensemble d'entités qui se trouvent réunies par des liens volontaires en vue d'un intérêt commun et d'une interaction concertée;

4<sup>o</sup> pluralisme : système admettant l'existence d'opinions politiques et philosophiques diverses, de comportements culturels et sociaux différents, au sein d'un même groupe organisé dans lequel les acteurs interagissent dans un climat harmonieux et sans volonté d'assimilation.

**Art. 3.** Le présent décret poursuit les objectifs suivants :

1<sup>o</sup> obtenir des changements réels et concrets pour les personnes vivant des situations de pauvreté et d'appauvrissement, et rechercher des solutions durables afin de réduire progressivement la pauvreté sur le territoire de la Wallonie;

2<sup>o</sup> faire participer l'ensemble des acteurs à la réalisation du premier objectif, en accordant une attention toute particulière à la participation des personnes-acteurs vivant en situation de pauvreté et des acteurs qui les accompagnent sur le terrain.